



L'école de l'aménagement durable des territoires

ACCORD-CADRE D'ASSURANCE DOMMAGE- OUVRAGE

Pour les opérations de :

**Réhabilitation/restructuration
de bâtiments de l'ENTPE (Bâtiment D et T)**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
relatif à l'accord-cadre (CCAP AC)**

SOMMAIRE

Article 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 Objet de l'accord-cadre	4
1.2 Définition des parties à l'accord-cadre	4
1.3 Sous-traitance.....	4
1.4 Contenu de la mission.....	5
1.4.1 Décomposition des bons de commande	5
1.4.2 Parties techniques	5
1.5 Options	5
1.6 Décomposition en lots.....	5
1.7 Contrôle et direction de l'accord-cadre et des bons de commande	6
1.7.1 Conduite d'opération	6
1.7.2 Conduite des prestations.....	6
1.8 Personnes concernées par l'opération sans être parties à l'accord-cadre	6
Article 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	6
Article 3. EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE et des BONS DE COMMANDE7	
3.1 Durée et délais	7
3.1.1 Durée de l'accord-cadre	7
3.1.2 Délais des bons de commande	7
3.2 Marchés fondés sur l'accord-cadre	7
3.3 Suspension provisoire	8
3.4 Règles relatives à la mobilisation des ressources	8
3.5 Clauses sociales et environnementales.....	9
3.5.1 Clauses sociales.....	9
3.5.2 Clauses environnementales	9
Article 4. Rémunération.....	9
4.1 Généralités	9
4.2 Montant de la rémunération des bons de commande	9
4.3 Modalités de variation des prix.....	9
Article 5. Gestion des modifications.....	9
Article 6. Règlement des comptes	10
6.1 Acomptes et paiement partiels définitifs	10
6.2 Présentation des demandes de paiement.....	10
6.3 Délai de paiement, intérêts moratoires	11
6.4 Échéancier des acomptes	11
6.5 Régime de l'avance.....	11

Article 7.	<i>Délais</i>	11
Article 8.	<i>Propriété intellectuelle</i>	12
Article 9.	<i>Confidentialité</i>	12
Article 10.	<i>Fin de la mission</i>	12
10.1	Achèvement de la mission	12
10.2	Arrêt de l'exécution des prestations en fin de parties techniques	12
Article 11.	<i>Résiliation</i>	13
11.1	Dispositions générales.....	13
11.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	13
11.3	Résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire ou cas particulier	13
11.4	Autres cas de résiliation.....	13
11.5	Sort des bons de commande en cas de résiliation de l'accord- cadre	14
Article 12.	<i>– Abandon des sanctions</i>	14
Article 13.	<i>Dérogations au CCAG Prestations intellectuelles</i>	14

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) relatif à l'accord-cadre d'assurance Dommage-Ouvrage (DO) a pour objet de préciser les conditions d'exécution de l'accord-cadre et des bons de commandes fondés sur cet accord-cadre.

L'accord-cadre porte sur les opérations de Réhabilitation/restructuration de bâtiments de l'ENTPE. Les missions confiées au Titulaire de l'accord-cadre porteront sur :

- L'assurance Dommages-ouvrage des opérations de réhabilitation, restructuration, mise aux normes, gros entretien et maintenance, petits aménagements extérieurs voies et réseaux divers,
- L'assurance Dommages-ouvrage des opérations de réhabilitation, qui peuvent comprendre une part de neuf sous réserve que celles-ci soient minoritaires (ouvrages de réhabilitation au sens de l'article L2412-1 du code de la commande publique)

Lieux d'exécution : Campus ENTPE - 3 Rue Maurice Audin, 69120 Vaulx-en-Velin

1.2 Définition des parties à l'accord-cadre

Les parties à l'accord-cadre sont :

D'une part, le Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), représentant le maître de l'ouvrage, désignée ci-après par les termes « le maître de l'ouvrage », « la personne publique » ou « l'ENTPE » ou « le RPA ».

D'autre part, le titulaire de l'accord-cadre mentionné dans l'Acte d'Engagement et désigné dans ce CCAP-AC indifféremment par les termes « Assureur », « Titulaire », « Prestataire ».

1.3 Sous-traitance

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties des bons de commande qui seront conclus ultérieurement, provoquant le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles au cours de l'exécution de l'accord-cadre selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG Prestations intellectuelles.

Le Titulaire doit joindre en sus des documents exigés par l'article R2193-1 du Code de la Commande publique, une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire de l'accord-cadre (article 27.1 du CCAG Prestations intellectuelles).

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du Code de la

commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet"

*Mes demandes de paiement seront libellées **en euros***

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au Maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.4 Contenu de la mission

1.4.1 Décomposition des bons de commande

Les bons de commande de l'Assureur titulaire de l'accord-cadre porteront sur l'assurance Dommages-ouvrage des opérations de travaux de réhabilitation et restructuration de l'ENTPE. Le découpage se fera à la survenance du besoin.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de confier à un autre opérateur économique que le Titulaire de l'accord-cadre certaines missions complémentaires. L'attributaire du présent accord-cadre n'a pas de droit d'exclusivité sur tous les marchés d'Assurance Dommage-Ouvrage passés par l'ENTPE.

1.4.2 Parties techniques

Sans objet.

1.5 Options

Le marché ne prévoit pas de tranche optionnelle.

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés de prestations similaires dans un délai qui n'excédera pas trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

Le marché prévoit des clauses de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique.

1.6 Décomposition en lots

Les prestations homogènes ne sont pas réparties en lots.

1.7 Contrôle et direction de l'accord-cadre et des bons de commande

1.7.1 Conduite d'opération

Seules les personnes suivantes sont habilitées ès-qualité à engager le pouvoir adjudicateur pour la conduite opérationnelle et le contrôle des études objet de cet accord-cadre et des bons de commande :

- La Directrice de l'ENTPE ou son représentant ;
- Le Responsable du service Achat, Logistique et Patrimoine ou son représentant.

Toutes les décisions, ordres ou remarques relatifs à cette conduite et à ce contrôle se concrétisent par des ordres de service signés, datés et numérotés dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG Prestations intellectuelles.

Le titulaire en accuse immédiatement réception. L'ordre de service est exécutoire sauf mention expresse contraire dans le bon de commande ou l'OS.

L'absence de réserves formulées par le titulaire dans les quinze jours de la réception d'un ordre de service vaut à son acceptation.

L'ordre de service permet de déclencher les tranches éventuellement définies dans les bons de commande.

Les fonctions de conduite d'opération et de gestion des bons de commandes sont assurées par l'ENTPE.

1.7.2 Conduite des prestations

Le Titulaire indique dans son mémoire justificatif ainsi qu'à l'article 5 de l'Acte d'engagement les personnes qui participeront personnellement à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre et des bons de commande, sans préjudice de la participation d'autres personnes.

Il désigne également un « coordinateur » qui sera l'interlocuteur principal du Représentant du Pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

1.8 Personnes concernées par l'opération sans être parties à l'accord-cadre

Voir article 3 du CCTP.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Prestations intellectuelles, les pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'Acte d'engagement de l'accord-cadre (AE AC) et ses annexes éventuelles
- Le Cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre (CCAP AC)
- Le Cahier des clauses techniques particulières de l'accord-cadre (CCTP AC) et ses annexes.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI, CCAG Prestations intellectuelles) issu de l'arrêté du 30 mars 2021, modifié.

- Le document « Nature et étendue des besoins de l'accord-cadre »

ARTICLE 3. EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE ET DES BONS DE COMMANDE

3.1 Durée et délais

3.1.1 Durée de l'accord-cadre

Se référer à l'article 4 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

La durée de chacun des bons de commande sera définie dans lesdits bons de commande.

3.1.2 Délais des bons de commande

Les délais d'exécution de chacun des bons de commande seront définis dans lesdits marchés.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG PI, lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du Maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le Maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du bon de commande, les mêmes effets que le délai contractuel. Aucune acceptation tacite d'une demande de prolongation de délai n'est possible, seule l'acceptation expresse est possible.

Pour pouvoir bénéficier des dispositions du premier alinéa, le Titulaire doit signaler au Maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 20 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

Le Maître d'ouvrage notifie par écrit au Titulaire sa décision dans le délai de 20 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le Maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

3.2 Marchés fondés sur l'accord-cadre

Les marchés qui seront conclus en application de l'accord-cadre seront des bons de commande en application des articles R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Tout élément de prix, en l'absence de précision, est considéré hors taxes.

Ce prix couvre la totalité des prestations à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le Titulaire est réputé connaître.

3.3 Suspension provisoire

Outre le cas visé ci-dessus, la suspension à titre provisoire jusqu'à trois mois avant la fin de l'accord-cadre peut être décidée en cas de :

- non-respect de textes législatifs ou réglementaires, d'engagements, de prescriptions techniques ;
- défauts persistants de qualité dans la réalisation des prestations, et notamment cumul de plusieurs avertissements ;
- non-production d'un plan d'actions dans un délai d'un mois suivant tout avertissement ;
- manquement grave aux obligations contractuelles.

Dans cette hypothèse, ladite suspension fera l'objet d'une décision du Maître d'ouvrage. Celle-ci précisera la durée de la suspension.

D'application immédiate, la suspension entraîne :

- l'impossibilité pour le prestataire de contester le recours à un autre opérateur économique pour des missions entrant dans l'objet du présent accord-cadre ;
- l'irrecevabilité des offres remises par le prestataire dans le cadre de demandes ou de négociations en cours à la date de notification de la sanction.

La suspension provisoire n'entraîne pas d'office la résiliation du ou des bons de commande en cours d'exécution, sauf si les faits qui en sont à l'origine constituent un motif de résiliation dudit bon de commande.

Ces dispositions ne font pas obstacle à l'application, sur les bons de commande en cours d'exécution, des pénalités définies par les stipulations contractuelles.

3.4 Règles relatives à la mobilisation des ressources

Le Titulaire indique dans son mémoire justificatif ainsi qu'à l'article 5 de l'Acte d'engagement les personnes qui participeront personnellement à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre et des bons de commande, sans préjudice de la participation d'autres personnes.

En tant que marché de prestations intellectuelles, la Maîtrise d'ouvrage entend bénéficier des compétences soumises au stade de l'offre. Ainsi, la Maîtrise d'ouvrage sera extrêmement vigilante au respect des intervenants susmentionnés : elle pourra par ailleurs révoquer un intervenant non connu si le Titulaire n'a pas prévenu en cas de changement.

En cas de difficulté dans l'exécution de la prestation, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander le remplacement de la personne désignée. Au préalable, le Maître d'ouvrage informera le Titulaire de la difficulté qu'il rencontre dans l'exécution de la prestation. Le Titulaire disposera de quinze jours pour présenter un remplaçant.

Celui-ci est considéré comme accepté si le Maître d'ouvrage ne le récusé pas dans un délai de quinze jours.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation de deux remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG PI.

Cet article déroge à l'article 3.4.3 du CCAG PI.

3.5 Clauses sociales et environnementales

3.5.1 Clauses sociales

Sans objet.

3.5.2 Clauses environnementales

Sans objet

ARTICLE 4. REMUNERATION

4.1 Généralités

L'accord-cadre n'emporte aucune rémunération par lui-même. Il est sans minimum. Il est passé pour une rémunération maximum de 140 000 € HT pour toute sa durée.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées par l'application des prix forfaitaires.

Le Titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la Maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

Les bons de commande sont rémunérés sur la base d'un prix global et forfaitaire.

4.2 Montant de la rémunération des bons de commande

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné dans le bon de commande. Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement d'un bon de commande est un prix ferme.

4.3 Modalités de variation des prix

Sans objet.

ARTICLE 5. GESTION DES MODIFICATIONS

Si une modification de marché s'avérait nécessaire, lors de l'exécution d'un bon de commande, sa mise au point se fera en prenant pour base les prix issus de la décomposition objet de l'annexe financière.

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seraient fixés par Ordre de service et, ou modification de marché.

En application de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, la rémunération du Titulaire fait l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant des prestations, de modifier le montant du marché selon les dispositions suivantes :

- Épuisement et reconstitution des garanties : Conformément aux indications de l'article 8.2 du CCTP, les montants de garanties définies à l'article 7 du CCTP seront automatiquement réduits par les indemnités versées en cas de sinistre. Ces montants pourront toutefois être reconstitués après sinistre, sur demande de l'assuré, et sous condition du versement d'un complément

de prime dont le montant sera fixé par avenant. Le montant du complément de prime sera fixé par application du taux indiqué dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre sur le montant des travaux réalisés après sinistre.

- Conformément aux dispositions de l'article 8.3 du CCTP, le maître d'ouvrage communiquera à l'assureur le coût total définitif de l'opération (travaux et honoraires T.T.C) dans le mois qui suit d'arrêté définitif des comptes. Ce montant servira à l'assureur à établir un avenant de régularisation de prime, afin de tenir compte du coût réel de l'opération. Le montant de cet avenant de régularisation sera fixé par application du taux indiqué dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre sur la différence entre le montant prévisionnel et le montant définitif des travaux et honoraires.

ARTICLE 6. REGLEMENT DES COMPTES

6.1 Acomptes et paiement partiels définitifs

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

Les bons de commande sont rémunérés sur la base d'un prix global et forfaitaire.

Tout élément de prix est considéré hors taxes, sauf précision contraire.

6.2 Présentation des demandes de paiement

Le règlement des sommes dues au Titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6.4 du présent CCAP. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement émanant du Titulaire, accompagné des pièces nécessaires à la justification du paiement et qui contient les mentions suivantes :

Contenu de la demande de paiement (selon modèle fourni par l'ENTPE)

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant de l'acompte périodique, tenant compte entre autre du montant des éventuelles rédactions et retenues ;
- le montant du décompte précédent venant en déduction ;
- l'incidence de la révision de prix sur la différence ;
- l'incidence de la T.V.A. ;
- le montant éventuel du remboursement de l'avance ;
- le montant éventuel des intérêts moratoires ;
- le montant éventuel des paiements directs des sous-traitants
- le montant de l'acompte à mandater, récapitulation des montants ci-dessus.
- le montant des pénalités éventuelles ;
- le montant de l'acompte à verser.

En application de l'article L2192-1 du Code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au Maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

6.3 Délai de paiement, intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours maximum, comptés à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de la demande du titulaire accompagnée des pièces prévues à l'article 11 du CCAG PI et selon le formalisme imposé par la Maîtrise d'ouvrage.

Il est précisé que, dans le cas où la demande de paiement reçue par la Maîtrise d'ouvrage ne respecte pas le formalisme imposé, le Titulaire est alerté par courriel de l'impossibilité de traitement de la demande de paiement, ce dont le Titulaire accuse réception. Le délai cité à l'alinéa précédent ne court qu'à compter de la réception par la Maîtrise d'ouvrage de la demande de paiement respectant ledit formalisme.

Le maître de l'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au Titulaire

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, le bénéfice d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €, à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses éventuelles de pénalisation. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

6.4 Échéancier des acomptes

Chaque bon de commande sera rémunéré en deux temps :

- Le montant du bon de commande sera réglé en une fois, une fois le bon de commande émis par l'ENTPE ;
- Une fois le coût total définitif de l'opération déterminé (travaux et honoraires T.T.C), le maître d'ouvrage s'engage à le communiquer à l'assureur dans le mois qui suit l'arrêté définitif des comptes. Ce montant permettra l'établissement d'un avenant de régularisation de prime, conformément aux dispositions de l'article 5 du présent CCAP. Cet avenant fera ensuite l'objet d'un second règlement par l'ENTPE.

6.5 Régime de l'avance

Sans objet.

ARTICLE 7. DELAIS

Chaque bon de commande est conclu pour la durée définie à l'acte d'engagement du bon de commande. L'exécution des prestations démarre à la notification du bon de commande et s'achève à l'expiration du délai de la garantie décennale.

Certains éléments de mission font l'objet de délais partiels qui sont définis à l'acte d'engagement du bon de commande.

En cas de bon de commande à tranche, les délais d'affermissement de la ou des tranches optionnelles est définis dans le CCP BC. Les éventuelles tranches optionnelles seront affermies par ordre de service.

Durant ce délai d'affermissement, le maître de l'ouvrage pourra notifier une décision de non-affermissement permettant de clore le bon de commande et d'en établir le solde.

Le Maître d'ouvrage ne prévoit aucune indemnité d'attente et, ou de dédit en cas de non-affermissement d'une ou plusieurs tranches optionnelles.

Les études réalisées durant la tranche ferme restent toutefois la propriété du Pouvoir adjudicateur qui pourra les utiliser ultérieurement afin d'assurer en propres ou par un tiers les missions de conception et de suivi des travaux.

ARTICLE 8. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application de l'article 32 du CCAG PI.

ARTICLE 9. CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à tenir confidentiel tout document, toute information et toutes données de quelque nature que ce soit, portés à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et de ses bons de commande, et s'engage à ne pas divulguer à quiconque ni pendant l'exécution de l'accord-cadre ni après qu'il a cessé de produire ses effets.

Le titulaire s'engage à prendre toutes ses dispositions utiles pour faire respecter par son personnel et/ou ses sous-traitants éventuels les dispositions relatives à la confidentialité.

ARTICLE 10. FIN DE LA MISSION

10.1 Achèvement de la mission

La mission du Titulaire s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- L'expiration de l'accord-cadre
- L'expiration du délai de "responsabilité Décennale"

ou lorsque le représentant du Pouvoir adjudicateur décide que les obligations contractuelles du Titulaire sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le Représentant du Pouvoir adjudicateur, sur demande du Titulaire.

10.2 Arrêt de l'exécution des prestations en fin de parties techniques

Sans objet.

ARTICLE 11. RESILIATION

11.1 Dispositions générales

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG PI.

11.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général le Titulaire ne percevra aucune indemnité.

En cas de résiliation d'un bon de commande pour motif d'intérêt général, le Titulaire sera indemnisé. L'indemnité de 5 % prévue au 40 du CCAG PI s'applique.

11.3 Résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire ou cas particulier

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre pour ce motif, conformément aux articles L2141-7 à L2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG PI.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et 8 du Code du travail conformément aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou aux articles D8254-2 à 5 du Code du travail, le Maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose de quinze jours à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

11.4 Autres cas de résiliation

Le Titulaire pourra voir son accord-cadre résilié sans indemnité, outre les cas prévus à l'article 39 du CCAG PI, en cas de manquement grave aux obligations définies dans le présent accord-cadre, notamment pour :

- Non-respect des obligations précisées au CCTP AC, constaté par une mise en demeure établie par le Maître de l'ouvrage.
- Non remise tous les six mois suivant la notification de l'accord-cadre des documents indiqués à l'article D. 8222-5 du code du travail.
- Absence de réponse à plus de trois demandes d'offre pour l'attribution des bons de commande.
- Inexactitude des renseignements remis
- Suspension provisoire telle que définie à l'article 3.3 du présent CCAP AC
- Défaut de proposition de remplaçant pour la conduite des prestations

11.5 Sort des bons de commande en cas de résiliation de l'accord-cadre

En cas de résiliation de l'accord-cadre, les bons de commande en cours d'exécution au jour de ladite résiliation devront être exécutés jusqu'à leur terme aux conditions prévues contractuellement. Le pouvoir adjudicateur se laisse cependant la possibilité de résilier également les bons de commande en cours s'il l'estime nécessaire selon les modalités définies à l'article 11.3 du présent document. En revanche, le pouvoir adjudicateur n'aura pas la possibilité de passer de nouveaux bons de commande.

ARTICLE 12. ABANDON DES SANCTIONS

L'assureur renonce à appliquer les sanctions suivantes :

- déchéance pour déclaration tardive de sinistre
- règle proportionnelle de capitaux
- résiliation après sinistre

ARTICLE 13. DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Articles du CCAG PI auxquels il est dérogé	Articles du CCAP AC par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	2
3.4.3	3.4
13.3	3.1.2